



CHAPITRE 83

Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence

[Sanctionnée le 8 décembre 1970]

Préambule.

ATTENDU que La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est une corporation régie par le chapitre 53 des lois de 1884, modifié par le chapitre 136 des lois de 1925, par le chapitre 171 des lois de 1957/1958 et par le chapitre 176 des lois de 1958/1959;

Que, depuis la refonte de sa charte par ledit chapitre 53 des lois de 1884, la pétitionnaire a constaté que ses pouvoirs pour la réalisation de ses oeuvres ne sont pas suffisants;

Qu'il apparaît opportun de mieux définir ses pouvoirs;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il y a lieu de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1884, c. 53, s. 3, remp.

1. L'article 3 du chapitre 53 des lois de 1884 est remplacé par le suivant:

Réglementation.

« **3.** La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) le nombre, les qualités requises, le mode d'élection ou de nomination, les fonctions, la durée des fonctions, les devoirs et pouvoirs de ses administrateurs, agents, officiers et serviteurs;

CHAPTER 83

An Act to amend the charter of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence

[Assented to 8th December 1970]

Preamble.

WHEREAS La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence has by its petition represented:

That it is a corporation governed by chapter 53 of the statutes of 1884, amended by chapter 136 of the statutes of 1925, by chapter 171 of the statutes of 1957/1958 and by chapter 176 of the statutes of 1958/1959;

That since the consolidation of its charter by the said chapter 53 of the statutes of 1884, the petitioner has found that its powers are insufficient to allow it to carry out its work;

That it appears expedient to clarify its powers;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 3 of chapter 53 of the statutes of 1884 is replaced by the following: 1884, c. 53, s. 3, replaced.

« **3.** The corporation may make, amend and repeal by-laws respecting: By-laws.

(a) its internal management;

(b) the number, qualifications required, method of election or appointment, functions, term of office, duties and powers of its directors, agents, officers and servants;

c) l'admission de ses membres. »

(c) the admission of its members."

1884, c.
53, aa. 16-
24, aj.

2. Le chapitre 53 des lois de 1884, modifié par le chapitre 136 des lois de 1925, par le chapitre 171 des lois de 1957/1958 et par le chapitre 176 des lois de 1958/1959, est de nouveau modifié en insérant, avant l'article 16, qui est renuméroté et devient l'article 25, les articles suivants:

2. Chapter 53 of the statutes of 1884, amended by chapter 136 of the statutes of 1925, by chapter 171 of the statutes of 1957/1958 and by chapter 176 of the statutes of 1958/1959, is again amended by inserting before section 16, which is renumbered to become section 25, the following sections:

Change-
ment de
nom, etc.

« **16.** La corporation peut, avec l'approbation du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, changer son nom ou l'endroit de son siège social dans la province.

« **16.** With the approval of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the corporation may change its name or the place of its corporate seat in the Province.

Activités
des aspi-
rantes,
etc.

« **17.** Les aspirantes, les postulantes, les novices, les junioristes, les engagées par promesse et les professes de la congrégation peuvent mettre leurs activités au service de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi et en arrêter les conditions par une convention qui produit ses effets, nonobstant toute loi contraire, tant qu'elles restent aspirantes, postulantes, novices, junioristes, engagées par promesse ou professes de la congrégation.

« **17.** The aspirants, postulants, novices, juniors, those engaged by promise, or professed nuns of the congregation may engage their activities in the service of the corporation or of any corporation constituted under this act and establish the conditions thereof by an agreement which shall have effect, notwithstanding any law to the contrary, as long as they remain aspirants, postulants, novices, juniors or persons engaged by promise, or professed nuns of the congregation.

Désigna-
tion des
membres.

« **18.** Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné sous le nom qu'il porte en religion.

« **18.** Any member of the corporation may designate herself and be designated by the name she bears in religion.

Restric-
tion aux
droits des
membres.

« **19.** Aucun membre de la corporation ne peut réclamer de celle-ci, même s'il cesse d'en être membre, aucune compensation pour le travail accompli au service de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi.

« **19.** No member of the corporation can claim from it, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done in the service of the corporation or any corporation constituted under this act.

Dissolu-
tion.

« **20.** À la requête du conseil d'administration de la corporation seul, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives peut la déclarer dissoute; cette dissolution prend effet à compter de la date mentionnée dans l'avis qui est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec*.

« **20.** Upon petition by the board of directors of the corporation alone, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives may declare it dissolved; such dissolution shall take effect from the date mentioned in the notice published by the Minister in the *Québec Official Gazette*.

Dévolu-
tion des
biens.

Au cas de dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, sont dévolus à l'évêque catholique romain du

In the case of dissolution, the property of the corporation, after payment of its debts and the carrying out of its obligations, shall revert to the Roman Catholic

diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation.

bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated.

Représen-
tation des
membres
par la cor-
poration.

« 21. La corporation représente ses membres et peut, en son nom mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours prévus par la loi au cas de décès accidentel d'un de ses membres.

Conseil
d'admini-
stration.

« 22. Les pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil d'administration.

Membres
du conseil.

« 23. Mère Cécile Fournier, Soeur Aline Frigon, Soeur Alice Hurtubise, Soeur Dolorès Girard, Soeur Louise Carmen Bélanger, Soeur Agnès La Mothe et Soeur Marie-Paule Levaque sont les membres actuels du conseil d'administration de la corporation jusqu'à ce qu'elles soient remplacées conformément aux règlements de la corporation.

Certificat
de
membre.

« 24. Un certificat du chancelier du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit où est situé le siège social de la corporation constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil d'administration ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation. »

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Corpora-
tion re-
presents
members.

« 21. The corporation represents its members and may, in its name but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

(a) exercise their judicial recourse when proceedings have not already been instituted;

(b) of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue it.

Certain
recourses.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, the recourses provided by law in case of the accidental death of any of its members.

« 22. The powers of the corporation shall be exercised by its board of directors.

Board of
directors.

« 23. Mother Cécile Fournier, Sister Aline Frigon, Sister Alice Hurtubise, Sister Dolorès Girard, Sister Louise Carmen Bélanger, Sister Agnès La Mothe and Sister Marie-Paule Levaque, shall be the present members of the board of directors of the corporation until they are replaced in accordance with the by-laws of the corporation.

Members
of board.

« 24. A certificate of the chancellor of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation or of its board of directors or holds an office contemplated by this act or by the by-laws of the corporation."

Certif-
icate of
member-
ship.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.